

LA LOI TRAVAIL DOIT ÊTRE RETIRÉE

MANIFESTATION NATIONALE

MARDI 14 JUIN PARIS

SIMPLIFICATION DU CODE DU TRAVAIL



► La loi Travail qu'aucune promesse électorale n'avait annoncée, est antisociale. Depuis deux mois le peuple de France, dans la rue, sur les places, par pétition ou dans les sondages réclame son retrait. Seuls, le Medef, le PS et la CFDT la soutiennent. Elle doit être retirée.

► Le Parti communiste se joint à toutes les forces et les personnes qui veulent faire entendre l'exigence de retrait de la loi El-Khomri et d'alternatives aux politiques libérales, le 14 juin lors de la manifestation nationale qui aura lieu à Paris.



Loi Travail : un appel du 37e congrès du Parti Communiste Français

En 2012, nous avons entendu "mon ennemi c'est la finance". En 2016, après la loi Macron 1, le CICE... la loi El Khomri protège les plus riches et précarise les jeunes, les employé-e-s, les ouvrières, les ouvriers dans le monde du travail. Nous refusons cette logique. Nous voulons le retrait de la loi El Khomri et écrire un nouveau code du travail plus favorable aux ouvrières et ouvriers, employé-e-s, aux entrepreneurs, à celles et ceux qui produisent par leur travail de la richesse.

Depuis des semaines les mobilisations s'élargissent. Les motivations de cette mobilisation sont claires.

► **Si la loi passe**, la hiérarchie des normes serait renversée. Pour abaisser les droits et protections des salarié-e-s, l'accord d'entreprise prévaudrait sur le Code du travail.

► **Si la loi passe**, les licenciements seraient facilités.

► Si la loi passe, le patronat pourra faire approuver un accord par référendum en contournant les délégué-e-s syndicaux. Bel outil pour le chantage à l'emploi.

► **Si la loi passe**, le taux des heures supplémentaires pourrait être réduit, vos dates de vacances déplacées, vos journées de deuil familial refusées, la visite médicale d'embauche remplacée par une visite d'information, les temps d'astreinte décomptés des temps de repos...

Face à cette mobilisation, le gouvernement et le patronat usent de la provocation et de la surenchère.

Non, Monsieur le premier Ministre, ce ne sont pas les syndiqué-e-s qui sont minoritaires et qui veulent tordre l'intérêt général ». C'est votre gouvernement et ce qui reste de votre majorité parlementaire qui sont minoritaires :

► **Minoritaires** chez les syndicalistes, puisque 4 centrales syndicales, la CGT, FO, la FSU et Solidaires sont opposées à la loi Travail.

► **Minoritaires** chez les jeunes, qui devaient être la priorité du mandat présidentiel, puisque les grandes organisations dont l'UNEF, la JOC et la JC sont mobilisées dans les facs et les lycées, dans les rues et sur les places.

► **Minoritaires** dans l'opinion. Après le million de signatures dépassé pour le retrait de la loi El-Khomri, depuis un mois, les sondages donnent plus de 70 % des Françaises et des Français opposé-e-s à la loi.

► **Minoritaires** même à l'Assemblée nationale puisque le gouvernement a choisi d'arrêter les débats et de passer

la loi en force, en première lecture.

Face à ce rejet massif, le gouvernement, le patronat, la droite et son extrême font déferler un flot d'injures, de calomnies et de violences contre les acteurs du mouvement social. Cette stratégie grossière illustre l'enjeu qu'il y a derrière cette loi et vise, dans un moment déterminant, à ne plus parler de son contenu.

Nous ne tomberons pas dans ce piège et le Parti communiste, ses militant-e-s et ses élu-e-s sont :

► **Déterminé-e-s**, fort de la mobilisation qui s'amplifie, à soutenir et participer à toutes les initiatives jusqu'au retrait de la loi El-Khomri. Le Parti communiste français invite ses organisations départementales et locales à contribuer à faire du 14 juin, journée de grande manifestation nationale, une réussite.

► **Déterminé-e-s**, les parlementaires du Front de gauche poursuivront le combat. Ils ont déposé, avec des parlementaires socialistes et écologistes une proposition de loi Travail alternative. Ils seront à l'initiative d'une motion de censure de gauche si le gouvernement utilise de nouveau le 49.3.

► **Déterminés**, nous demandons des comptes au patronat sur l'utilisation des 40 milliards d'euros du CICE.

► **Déterminé-e-s**, nous proposons une alternative aux logiques libérales du gouvernement :

- écrire un code du travail du 21^e siècle qui permette de contester la mainmise des actionnaires et de la rentabilité financière sur les entreprises.
- augmenter les salaires et baisser le temps de travail à 32 heures par semaine pour permettre la création de centaines de milliers d'emplois.
- créer une sécurité d'emploi et de formation garantissant à tout salarié la possibilité d'alterner périodes d'emploi et de formation sans passer par la case chômage.
- prendre le contrôle du crédit bancaire, de l'argent public donné aux entreprises pour financer des programmes de créations d'emplois et de formations qualifiantes, de recherche et d'innovation.
- donner aux salariés des droits et pouvoirs nouveaux d'intervention dans les choix des entreprises.
- réformer le financement de la protection sociale, de financer le développement de la formation professionnelle.

Aubervilliers/ St Denis le 2 juin 2016

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :